



## Le rapporteur de l'ONU Nils Melzer révèle les tentatives du gouvernement britannique d'entraver sa défense d'Assange

Par [Oscar Grenfell](#)

Mondialisation.ca, 06 février 2020

[wsws.org](https://www.wsws.org) 5 février 2020

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#), [Nations Unies](#)

*Photo : Melzer s'adressant au meeting de Londres*

Lors d'une réunion dans l'église New Church de St.Pancras à Londres lundi soir, le rapporteur spécial des Nations Unies sur la torture Nils Melzer a fourni de nouvelles informations sur les efforts du gouvernement britannique et des médias de l'*establishment* pour entraver sa défense du fondateur de WikiLeaks emprisonné Julian Assange.

Melzer a fait une forte intervention à cette réunion, organisée par l'universitaire Deepa Driver et tenue sous la devise «Libérez la vérité». Les autres conférenciers étaient l'ancien diplomate britannique et lanceur d'alerte Craig Murray, Lisa Longstaff de Women Against Rape (Femmes contre le viol) et Eva Joly, ex-juge d'instruction en France et représentante des Verts français au Parlement européen.

Melzer a expliqué que, depuis la publication de ses conclusions en mai 2019 selon lesquelles Assange avait été soumis à une campagne de persécution sans précédent de neuf ans par la Grande-Bretagne, la Suède et les États-Unis, entraînant des symptômes médicalement vérifiables de «torture psychologique», ses enquêtes et recommandations avaient été ignorées. « Les États ont refusé d'enquêter ou d'engager un dialogue sur mes conclusions, même pour répondre aux questions que je suis tenu de leur poser en vertu du mandat qu'ils m'ont donné», a-t-il déclaré.

Le responsable de l'ONU a révélé que dans les coulisses, les autorités britanniques avaient activement cherché à le saboter.

Melzer a déclaré: «Ils sont allés voir la Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'Homme pour se plaindre de moi. Ils ne semblent pas réaliser que je suis indépendant, je suis nommé directement par le Conseil des droits de l'Homme. Mais l'ambassadeur à Genève semble lui avoir dit qu'il n'était «pas satisfait» de la façon dont je conduis mon mandat. Soit dit en passant, j'ai entendu dire qu'ils avaient également dit à mon employeur à Glasgow qu'ils n'étaient pas trop satisfaits de ma façon de conduire mon mandat. »

Le fait que le gouvernement britannique obstrue simultanément les enquêtes de Melzer et mène apparemment une campagne contre lui, souligne l'illégalité flagrante de toute la vendetta dirigée par les États-Unis contre Assange.

Melzer est employé à l'Université de Glasgow en tant que professeur de droit international,

indépendamment de son rôle de fonctionnaire des Nations Unies. La seule raison pour laquelle les autorités britanniques auraient à contacter l'université serait de faire pression sur elle pour qu'elle agisse contre Melzer au sujet de la position de principe qu'il a prise dans l'affaire Assange. Un tel comportement rappelle les attaques des gouvernements britannique et américain contre des experts de l'ONU ayant publiquement condamné les mensonges sur les «armes de destruction massive» lors des préparatifs de l'invasion illégale de l'Irak.

Melzer a déclaré avec véhémence: «Je refuse d'être intimidé. J'exécute le mandat que l'ONU m'a confié, au mieux de ma moralité et de mon jugement. C'est une violation de mon indépendance d'essayer de contourner les procédures officielles et de saper ma crédibilité et ma position auprès des Nations Unies et de mon employeur. Et je ne reculerai certainement pas. »

Il a fait remarquer que certains critiques l'avaient accusé de «dépasser les limites» et affirmé que le traitement d'Assange n'avait «rien à voir avec la torture». En réponse, Melzer a demandé: «Comment cela n'a-t-il rien à voir avec la torture quand un homme révèle des preuves de crimes de guerre de gouvernements, et de torture, et personne n'est poursuivi pour cela? »

Son évaluation selon laquelle Assange avait subi des tortures était basée sur une consultation prolongée l'année dernière de la part de deux experts médicaux, a expliqué Melzer. Le diagnostic avait été établi en vertu du «Protocole d'Istanbul», la norme internationale pour l'identification des symptômes de torture.

Assange, avertit Melzer, était en train d'être « publiquement détruit sous nos yeux », dans une opération « au ralenti » destinée à intimider « toute autre personne dans le monde qui pourrait avoir la dangereuse idée d'imiter WikiLeaks ». S'il était extradé aux États-Unis, il n'avait aucune chance d'obtenir un procès équitable. Melzer a noté que si Assange était passible de 175 ans d'emprisonnement sous les chefs d'inculpation américains, les peines maximales infligées aux personnes reconnues coupables de crimes de guerre dans l'ex-Yougoslavie étaient de quarante ans. Assange, cependant, n'avait «ni tué ni blessé personne», il avait simplement publié de vrais documents.

Melzer a répondu aux affirmations selon lesquelles il avait «perdu» sa «neutralité», demandant: «suis-je censé être impartial entre un tortionnaire et celui qu'il torture? Non. Je suis censé être neutre et objectif dans l'enquête sur une affaire, et ne pas avoir de présomptions avant d'avoir enquêté. Mais une fois que j'ai découvert que quelqu'un a été torturé, je ne suis bien sûr pas neutre. Je vais le défendre. »

Ce n'était pas seulement le gouvernement qui cherchait à saper le soutien à Assange. Melzer a révélé que cela faisait « neuf mois qu'il demandait une interview à la BBC». Il avait proposé de participer au programme «Hard Talk» pour discuter du cas d'Assange, mais avait été repoussé car on estimait que l'affaire ne serait pas «digne d'intérêt».

En même temps, les journalistes de la BBC ont continué de calomnier Assange. L'un d'eux avait affirmé le mois dernier qu'Assange avait «échappé à la justice» lorsqu'il avait, en vertu du droit international, exercé son droit de demander l'asile politique à l'ambassade de l'Équateur à Londres en 2012. Melzer a demandé: «En 1940, Hannah Arendt, arrêtée pour propagande anti-étatique, a réussi à échapper à la détention de la Gestapo et de Vichy et a obtenu asile aux États-Unis. Avait-elle «éludé la justice?». Il a rappelé d'autres cas de

dissidents qui ont échappé à la persécution, notamment en demandant l'asile dans des ambassades étrangères.

Melzer a noté que ces mensonges faisaient partie d'une tentative plus vaste de supprimer la discussion sur les conséquences désastreuses pour les droits démocratiques de l'extradition qui menaçait Assange. Un panel sur les « Implications juridiques, systémiques et de réputation de l'affaire Assange » était prévu mardi à Chatham House. L'éminent institut de politique de Londres avait annulé l'événement sans explication, l'obligeant à déménager au Frontline Club.

Melzer a averti que l'affaire Assange avait révélé un assaut plus général contre les libertés individuelles. « Dès que le pouvoir de l'*establishment* est menacé, nous n'avons pas l'état de droit », a-t-il déclaré, concluant qu'il était « vraiment urgent » de « renforcer notre voix » dans la défense d'Assange.

Craig Murray est intervenu du point de vue d'un lanceur d'alerte qui avait démasqué la collusion du gouvernement travailliste britannique dans la torture et les opérations d'enlèvements et séquestrations pratiqués par les États-Unis en Ouzbékistan.

Il a raconté le cas de Clive Ponting, un fonctionnaire britannique qui avait publiquement démasqué les mensonges du gouvernement Thatcher, utilisés pour justifier son agression contre l'Argentine dans la guerre des Malouines en 1982. Ponting s'était vu accusé d'avoir violé la Loi sur les secrets d'État, mais fut acquitté par un jury de ses pairs. Les autorités britanniques n'avaient pas poursuivi Murray au début des années 2000, a déclaré l'ancien ambassadeur, par crainte d'un résultat similaire.

Mais s'il avait divulgué des informations gouvernementales maintenant, a déclaré Murray, on le traînerait devant un tribunal secret pour un procès uniquement présidé par un juge. En vertu de dispositions draconiennes en matière de sécurité nationale, les médias n'auraient pas le droit de rapporter l'affaire. La tentative de poursuite contre Assange était encore plus extraordinaire, étant donné qu'il était éditeur et non lanceur d'alerte. « Ce qu'ils font à Julian équivaut à poursuivre en justice Lionel Barber, le rédacteur en chef du *Financial Times*, pour avoir publié ce que j'ai divulgué – ce serait la mort du journalisme. »

Eva Joly a averti que les États-Unis cherchaient à appliquer leurs lois nationales répressives à l'échelle mondiale. Elle a déclaré: « Julian Assange ne doit pas être extradé et seule une mobilisation très massive de gens ordinaires et de gens de la communauté juridique peut l'arrêter, car on a programmé depuis des années qu'il devrait être envoyé aux États-Unis. »

Lisa Longstaff a examiné la manière dont de fausses accusations d'inconduite sexuelle en Suède avaient été utilisées pour priver Assange de ses droits légaux et démocratiques et ternir sa réputation. L'enquête suédoise montée de toutes pièces n'avait « rien à voir avec la justice pour le viol », mais faisait partie d'une tentative des États-Unis et de leurs alliés d'abolir la « liberté de signaler les crimes commis par l'État ».

Longstaff a salué Chelsea Manning, la courageuse lanceuse d'alerte, emprisonnée aux États-Unis pour avoir refusé de fournir un faux témoignage contre Assange, comme « l'une des personnes les plus principielles que nous connaissions », et a insisté sur le fait que « nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour la libérer également ».

Le père d'Assange, John Shipton, a remercié toutes les personnes présentes et les a

encouragées à intensifier la campagne pour la libération de son fils.

Oscar Grenfell

Article paru en anglais, WSWS, le 5 février 2020

La source originale de cet article est [wsws.org](http://wsws.org)

Copyright © [Oscar Grenfell](http://Oscar Grenfell), [wsws.org](http://wsws.org), 2020

---

Articles Par : [Oscar Grenfell](#)

**Avis de non-responsabilité** : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)

[Mondialisation.ca](http://Mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: [media@globalresearch.ca](mailto:media@globalresearch.ca)